



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 18/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GANTER LAVIGNE EXTRACTION (GLE) Baldersheim**

Lieu-dit "WOLFAECKER"  
68390 Baldersheim

Références : 0006700211\_2026\_03\_06\_GLE\_Baldersheim\_VIIC\_SuivEch  
Code AIOT : 0006700211

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement GANTER LAVIGNE EXTRACTION Baldersheim implanté Lieu-dit "WOLFAECKER" 68390 Baldersheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour thème le suivi des échéances de l'arrêté de mise en demeure du 15 février 2024, ainsi que le suivi des actions sur les mesures ERC (éviter, réduire, compenser) et la biodiversité.

#### **Référentiels utilisés:**

- Arrêté du 15 février 2024 portant mise en demeure à la société Ganter Lavigne Extraction - groupe Michel SAS - de respecter les dispositions applicables aux installations de son site de carrière de Baldersheim (68) ;

- Arrêté préfectoral du 2 février 2023 portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de Baldersheim par la société Ganter Lavigne Extraction.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GANTER LAVIGNE EXTRACTION Baldersheim
- Lieu-dit "WOLFAECKER" 68390 Baldersheim
- Code AIOT : 0006700211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GANTER LAVIGNE EXTRACTION (GLE), appartenant au groupe MICHEL SAS, exploite une gravière à Baldersheim (68390), à sec, et en eau (drague flottante). L'autorisation d'exploiter le site est accordée jusqu'au 9 juin 2032.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives:**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Suivi des mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 2.1.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	31/03/27

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives:**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Reconstitution des banquettes périphériques	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 3	Levée de mise en demeure
2	Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 2.1.2.1	Sans objet
3	Mesures de réduction - MR2	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 2.1.2.2	Sans objet
4	Mesures de réduction - MR1	Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 2.1.2.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté le retour à la conformité pour le point portant sur la reconstitution des banquettes périphériques.

En revanche, il est constaté que l'exploitant ne dispose pas des rapports de suivi des mesures ERC, une nouvelle mise en demeure est donc proposée. Les autres points de contrôle n'ont pas montré de non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Reconstitution des banquettes périphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 3		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Reconstitution des banquettes périphériques		
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans un délai de 4 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 02 février 2023 susvisé : <i>« La distance horizontale d'au moins 10 mètres entre les bords de l'excavation et la limite autorisée du site sera rétablie pour les talus Est et Ouest répartis en quatre zones numérotées de 1 à 4 et reportées sur le plan en annexe 7 du présent arrêté. Ces opérations seront réalisées en respectant les échéances suivantes :</i>		
<b>Zones</b>	<b>Opérations</b>	<b>Échéances</b>
1, 2 et 4	Phase de latence permettant le tassement des matériaux, distance de 10 m reconstituée	30/11/22
1, 2 et 4	Banquettes périphériques de 10 m terminées	31/12/22
[...]		
<p>Ces banquettes périphériques sont constituées avec les matériaux listés ci-dessous du site de la carrière de Baldersheim de la société Ganter Lavigne Extraction :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• du tout-venant alluvionnaire,</li><li>• des matériaux de découverte sous réserve que l'exploitant justifie que ces matériaux de découverte n'ont pas lieu d'être conservés pour la réalisation de la remise en état du site.</li></ul> <p>L'exploitant transmet, annuellement et jusqu'au terme de ces travaux, à l'inspection des installations classées un bilan des opérations réalisées.»</p>		
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, lors de l'inspection du 20 octobre 2023, il avait été constaté que le délai pour la reconstitution des banquettes périphériques qui courrait jusqu'au 31 décembre 2022 n'était pas respecté. A la suite de ce constat, l'exploitant a été mis en demeure de se conformer à la prescription (article 3.5.2.2 de l'arrêté du 2 février 2023), dans un délai de 4 mois.  Lors de l'inspection du 25 juillet 2024 ayant pour objectif le suivi des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 février 2024, il a été constaté que l'exploitant ne s'était pas remis totalement en conformité, il a alors été proposé un arrêté préfectoral complémentaire afin de modifier les dates de remise en état. De plus, une demande d'action corrective a été adressée à l'exploitant afin de transmettre les justificatifs de remise en conformité de la pente du talus de la zone 1 correspondant au profil n°11.  Les différentes zones sont explicitées sur le schéma en annexe du présent rapport.		

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente l'état du profil n°11 avant et après remise en état. Le retour à la pente réglementaire de 1/1,5 est attesté sur les coupes analysées, par comparaison entre la coupe de référence (21 août 2023) et le relevé du 7 novembre 2024.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Mesures d'évitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 2.1.2.1

**Thème(s) :** Autre, espaces aménagés

**Prescription contrôlée :**

- **Adaptation du phasage des travaux aux sensibilités de l'avifaune et de l'herpétofaune:** les opérations de décapage sont réalisées entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 15 février (en dehors des périodes d'hivernage et de reproduction).
- **Maintien des espaces aménagés :** absence d'activité au Sud et au Sud-Est du périmètre autorisé de la carrière [...], conservation de la zone de haut-fond située au Sud-Ouest du site et de la presqu'île graveleuse située au Sud-Est.

**Constats :**

S'étant déplacé sur site, l'Inspection constate que les travaux de décapage relatifs à la phase 1 ont déjà été réalisés. L'exploitant indique que ces opérations ont été menées au cours du mois de janvier 2026., Ces opération sont réalisées en interne.

Par ailleurs il est constaté que la parties sud, déjà remises en état, ne présentent aucun signe d'activité, et que la zone de haut-fond située au Sud-Ouest du site et la presqu'île graveleuse située au Sud-Est demeurent intacts.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Mesures de réduction - MR2

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 2.1.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Avifaune - Habitat

**Prescription contrôlée :**

[...]

<b>Avifaune - création habitat</b>	<i>Au Nord-Ouest du périmètre autorisé</i>	<i>Maintenir l'habitat des hirondelles du rivage jusqu'à la création des deux talus</i>
------------------------------------	--	---

		définitifs dans le cadre de la remise en état (cf. article 9.2.3 du présent arrêté).
[...]		
<b>Constats :</b> <p>S'étant déplacé sur site, l'Inspection constate la présence d'un front d'environ 100 mètres de long, en partie Nord-est, dont le profil est favorable aux hirondelles de rivage. Le front mesure entre 5 et 10 mètres de haut.</p> <p>L'Inspection note que cette zone ne sera exploitée qu'à la fin de la phase 2 (2027-2032). Il est attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que les talus devront être aménagés avant l'exploitation de ce front.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p>		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

#### N° 4 : Mesures de réduction - MR1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 2.1.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Flore		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<b>Flore - limitation des nuisances</b>	Sur l'ensemble des talus hors d'eau au Nord-Ouest, Nord et Nord-Est et au niveau des berges nouvellement créées au Nord	Plantation d'arbres et d'arbustes d'espèces locales à croissance rapides (chêne sessile, bouleau, charme, tremble, prunellier, aubépine blanche, etc...) coordonnée à l'avancée de l'exploitation en commençant au Nord-Est dès la fin de la première phase puis au Nord et à l'Ouest du site.
[...]		
<b>Constats :</b> <p>Il est constaté la plantation d'arbres et d'arbustes sur l'ensemble du linéaire de la zone Nord-Ouest. L'exploitant présente un échange de mails entre le prestataire des plantations et ses services précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les essences utilisées (bouleau, charme, tremble, prunellier, aubépine blanche : essences locales) ;</li> <li>le nombre de plants (3 000 unités).</li> </ul> <p>Les talus hors d'eau au Nord et Nord-Est seront quant à eux plantés en suivant l'avancée du phasage.</p>		

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Suivi des mesures ERC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2023, article 2.1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, suivi des mesures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>«L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures imposées par le présent arrêté et précisées en annexe 3.</p> <p><u>Le rapport de suivi écologique (habitat, faune, flore)</u> doit permettre d'appréhender l'organisation de la mise en œuvre des mesures de réduction d'impact, à moyen terme, afin de les réadapter si nécessaire sur la base des recommandations de l'écologue spécialisé, pour notamment garantir l'adaptation des espèces à leurs nouveaux emplacements, dans un souci de répondre aux objectifs de réduction d'impact.</p> <p>En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, et notamment celles précédemment définies, ou en cas de non atteinte des objectifs ou du non maintien des populations, des mesures correctives doivent être apportées par l'exploitant et des opérations de gestion envisagées, afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; <b>le préfet devra préalablement</b> être informé des mesures correctives proposées.</p> <p>Conformément à la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, le pétitionnaire s'engage à déposer ou à saisir les résultats des suivis écologiques sur la plateforme de dépôt légal de données brutes de biodiversité à l'adresse : <a href="https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr">depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr</a>. Les modalités de versement y sont détaillées. Les données recueillies de cette manière alimenteront le Système d'information sur la nature et les paysages (SINP) national et régional.</p> <p>En cas d'impossibilité, le rapport de suivi écologique (habitat, faune, flore) sera transmis <b>au plus tard le 31 mars de l'année [n+1]</b> pour les constats faits pour l'année [n] :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au préfet,</li> <li>• à la DREAL - inspection des installations classées (2 exemplaires).»</li> </ul>

**Annexe 3**  
**Suivi des mesures en faveur de la biodiversité**

Vu pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral  
*du* - 2 FEV. 2023  
Celmar, le

Type de mesure	Intitulé de la mesure	Indicateur et protocole de suivi	Date de suivi (N=année de l'autorisation)
Évitement	E1 – adaptation de la période des travaux sur l'année : évitement des périodes sensibles pour la faune	Date des décapages réalisés	Chaque année où sont réalisées ces travaux
	E2 – Maintien des espaces aménagés	Nombre d'espèces et de leur effectif observé sur et à proximité immédiate de ces espaces	Tous les 3 ans (N, N+3, N+6, N+9)
Réduction	MR1	Suivi de la reprise des nouveaux boisements au niveau des talus hors d'eau et entretien de la végétation périphérique du site	Tous les 3 ans (N, N+3, N+6, N+9)
	MR2, MR3, MR6 et MR7	Suivi naturaliste sur la faune et la flore : nombre d'espèces et de leur effectif observé (au printemps)	Tous les 3 ans (N, N+3, N+6, N+9)
	MR5	Suivi des espèces envahissantes avant les périodes de floraison et de fructification – évaluer la population présente sur le site	Tous les 3 ans (N, N+3, N+6, N+9)

**Constats :**

L'exploitant ne dispose d'aucun rapport d'écologue s'agissant du suivi des mesures ERC. Il déclare ne pas l'avoir mis en place car les aménagements prévus dans les mesures ERC ne sont pas réalisés en totalité, notamment les hibernacula et les mares en faveur des batraciens prévus durant la phase 1.

Il est constaté que le rapport à l'échéance N (2023) n'a pas été réalisé tout comme celui demandé chaque année où des travaux de décapage sont réalisés (ME1).

Cependant les mesures MR1 et MR2 contrôlées aux points 3 et 4 du présent rapport sont bien établies. Sans rapport d'écologue, l'Inspection est dans l'impossibilité de connaître leur efficacité. De même, l'exploitant ne dispose pas d'informations concernant le suivi écologique pour la partie Sud, déjà remise en état.

L'exploitant n'ayant pas mis en œuvre les moyens nécessaires au respect de la prescription, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée. A ce titre, une mise en demeure est proposée à l'autorité préfectorale.

Le rapport de suivi écologique (habitat, faune, flore) doit être réalisé sur la base des inventaires réalisés dans l'année.

Dans ce contexte, il est proposé de prescrire des échéances intermédiaires afin de garantir la mise en œuvre du processus de mise en conformité :

- fournir un justificatif de commande relatif à la réalisation d'un suivi écologique en 2026



- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté ;
- fournir le calendrier des inventaires prévus par l'organisme de suivi en 2026 dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
  - fournir un rapport de suivi écologique tel que prévu par l'article 2.1.2.3 de l'arrêté du 02 février 2023 susvisé avant le 31 mars 2027.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 31 mars 2027